

EDUCATION RURALE EN TANZANIE

« ... elle (l'éducation) doit promouvoir le but de vivre et travailler ensemble pour le bien commun. Elle doit préparer les jeunes à jouer un rôle dynamique et constructif dans le développement d'une société dont tous les membres partagent avec justice, dans leur groupe les échecs et les réussites, et dans laquelle on mesure le progrès en terme de bien-être humain et non en terme de constructions de prestige, de voitures ou autres biens de consommation. Elle doit aussi préparer les jeunes au travail qu'ils auront à faire dans la société existant en Tanzanie – société rurale où les améliorations sont en relation immédiate avec les efforts de la population dans le domaine agricole et celui du développement du village... »

Mwalimu Nyerere.

Cet article est tiré d'une conférence prononcée en 1974 par S.R. Toroka, instituteur, à l'Institute of Finance Management, Dar-Es-Salam. C'est un compte rendu de l'expérience conduite au village de Litowa regroupé en une association nommée la R.D.A. (Ruvuma Development Association) avec une vingtaine d'autres villages tanzaniens (1).

Au début de sa conférence, S.R. Toroka dégage les idées-force de Mwalimu Nyerere sur

l'éducation et en développe certains aspects. Puis il situe l'origine des actions entreprises au village de Litowa.

Le village de Litowa a été créé le 7 novembre 1960. Ce n'était pas un village Ujamaa (2) au départ. Il est issu de la volonté de paysans pauvres qui, voulant échapper au cycle infernal de l'emploi qui les rendrait plus pauvres encore, ont décidé de tout faire de leurs propres mains, en communauté, en restant autonomes. Ils ont trouvé leur modèle de développement dans leur propre expérience.

Certains avaient travaillé dans des exploitations de sisal sur la côte et le chef du groupe avait, lui-même, été agent du syndicat des producteurs de sisal et des plantations. Il connaissait donc l'organisation des grandes exploitations. Après en avoir longuement discuté entre eux, les membres du groupe ont décidé la création d'une communauté permanente et d'une exploitation moderne de type scientifique où ils travailleraient tous ensemble.

Toutes les soirées des premiers mois se passèrent en échanges d'idées et discussions sur les divers degrés d'expérience de chacun, les apports possibles au projet commun, l'examen de toute idée nouvelle, chacun de ces entretiens ayant un but spécifique. L'union était cimentée par des chants et prières, car on se trouvait en pleine période de la conquête de l'indépendance, si porteuse d'espoir.

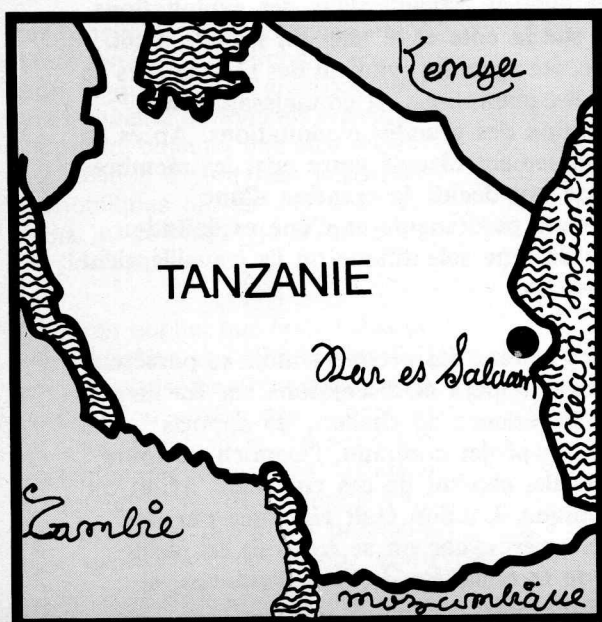
Il apparut vite que la communauté avait besoin d'apprendre ou d'approfondir des techniques pour mener à bien le projet entrepris, et qu'il lui fallait sur place ses propres techniciens formateurs.

L'Administration générale du pays, accaparée par de multiples tâches ne pouvant les lui fournir, la communauté obtint du gouvernement l'autorisation de faire appel à l'aide extérieure.

C'est en 1963 qu'arrivèrent le premier volontaire, un homme ayant une expérience dans le domaine de l'organisation des cultures communales et une formation de gérant d'exploitation, et une spécialiste des problèmes ménagers ruraux et de la puériculture. Ils furent suivis de trois mécaniciens suisses et anglais, et de deux infirmières suisses qui aidèrent à mettre sur pied le dispensaire de Litowa. Puis vint encore de Suisse un dernier groupe de conseillers agricoles bien formés. Enfin, furent créées des « brigades de maçons et de charpentiers » composées de villageois expérimentés dans ces professions.

S.R. Toroka insiste sur le fait que tous les volontaires de l'outre-mer ont travaillé directement avec les villageois et les ont perfectionnés dans les techniques pour lesquelles ils étaient qualifiés.

Nous reproduisons ci-après les parties de la conférence ayant trait à l'éducation des enfants et à l'enseignement post-primaire.



N 1963, le village porta son attention sur l'éducation des enfants. Une communauté permanente avait déjà commencé à se constituer, fondée sur un esprit de résolution et d'ardeur au travail. Il s'agissait d'en assurer la continuité, sinon tous les rêves d'une communauté durable et croissante s'effondreraient. Les membres du village savaient que seuls leurs enfants pourraient poursuivre cette tâche, mais qu'ils ne seraient pas capables de la mener à bien sans une éducation scolaire.

l'éducation des enfants

Cependant, cela n'était pas leur seule préoccupation : ils apercevaient le danger de perdre leurs enfants. En effet, à cette époque, ceux qui avaient reçu de l'instruction refusaient en général de retourner à la terre. Et déjà, certains des enfants qui avaient été scolarisés refusaient de rejoindre leurs parents dans cette nouvelle entreprise, et restaient chez d'autres membres de leur famille, ou s'en allaient à la ville, tandis que ceux qui n'avaient pas été à l'école préféraient suivre leurs parents.

Les membres du village comprirent qu'il y avait quelque chose qui n'allait pas, non du fait des enfants eux-mêmes, mais dans le système éducatif et la façon d'enseigner. Nul doute que si les enfants allaient à l'école ordinaire, ils finiraient par quitter le village. Celui-ci décida donc de créer sa propre école afin d'inciter les enfants à rester sur place et à poursuivre l'œuvre commencée par leurs parents.

(1) Au sujet de la Tanzanie, Cf. « Dossiers Pédagogiques », vol. III, n° 14, et « Recherche, Pédagogie et Culture », vol. IV, n° 19.

(2) Ujamaa : Le village ujamaa doit être la cellule de production et de vie sociale à la campagne selon la politique actuelle tanzanienne. Un village ujamaa réussi serait un endroit où les « membres » vivraient ensemble, travailleraient ensemble, pour leur bien commun, sans s'exploiter et en se gouvernant eux-mêmes. En réalité, il y a toujours eu très peu de tels villages en Tanzanie, bien que sur le papier leur nombre ait été parfois élevé. A ne pas confondre avec les « villages de développement », obligatoires, touchant 80 % de la société rurale surtout, depuis 1972;



Le programme scolaire

Le programme et l'horaire furent donc changés. Le programme fut conçu dans le but de préparer les enfants aux travaux qui les attendaient au village. Et pour que ce soit une vraie préparation à la vie de village plutôt qu'une vague éducation, des relations étroites s'établirent entre l'école et la communauté.

Ainsi, à certaines matières du programme habituel s'ajoutèrent des travaux spécifiques de métier, des chants et danses traditionnels, une préparation à un service de la jeunesse, le T.Y.L. (3) – « Mouvement des Gardes Verts », des réunions et discussions et une participation aux travaux et activités diverses du village.

Éducation politique

Dès le début, l'école dispensa un enseignement de politique **Ujamaa** tel qu'on le trouve dans le TANU (4). L'ujamaa était enseigné comme une règle fondamentale et devait permettre d'aboutir à la plus haute conscience politique. Il n'était pas enseigné comme un système légal, ni considéré comme les autres matières du programme.

(3) T.Y.L. : Tanzania Youth League.

(4) Tanu : Parti unique tanzanien récemment devenu C.C.M. : parti révolutionnaire.

Ujamaa pratique.

Pour chaque classe, l'horaire comportait six périodes successives. Il s'agissait de travaux pratiques effectués dans l'esprit de l'ujamaa; ils devaient être à la base de l'enseignement professionnel. Puis les enfants se divisaient en groupes, selon les divers travaux. C'était un peu une préparation aux deux années de formation technique postprimaire. Mais comme il n'y avait ni assez d'enseignants compétents pour ces travaux, ni l'équipement nécessaire, la plus grande partie du temps se passa en travaux de ferme.

Groupes de travail

Chaque élève et chaque enseignant faisaient partie d'un groupe de travail. Cela devait faciliter l'administration de l'école, car chacun était occupé à une activité utile à la communauté. D'autre part, la division par groupes devait contribuer à la rapidité de l'exécution et à un maximum d'efficacité.

Les groupes se formaient selon les travaux de la communauté à tel ou tel moment, et leur importance dépendait de l'importance du travail. De ce fait, les groupes variaient et parfois se disloquaient, chaque membre s'intégrant à un autre groupe, ou un nouveau groupe se formant. Mais bien entendu,

certaines étaient stables, ainsi : les groupes de filatures et tissage, ceux de plomberie et maçonnerie, de culture potagère, d'élevage de volailles, d'élevage de bétail et laiterie, d'élevage de moutons et de chèvres, de puériculture et soins sanitaires. Chaque groupe avait son chef, choisi en général parmi les jeunes chefs de la communauté. Ils pouvaient n'être ni des enseignants, ni des élèves. Nous avons souvent eu des parents d'élèves à la direction des groupes. Ainsi, le groupe d'élevage de vaches et de laiterie et celui de plomberie eurent comme chefs des anciens du village.

Organisation de la communauté de l'école

À côté des groupes de travail, communément appelés à Litowa « Brigades de Travail », d'autres organismes étaient chargés de la direction de l'ensemble de l'école. Les principaux étaient l'assemblée ujamaa et les comités directeurs et exécutifs. Notons que cette organisation était du même type que celle des villages : il y avait un président, un trésorier et un comité exécutif élus. Le directeur et le comité du travail étaient nommés par les élus. Il ne s'agissait pas simplement de noms qui allaient décorer le tableau d'annonces de l'école, mais de corps responsables, ayant pleine autorité pour administrer et mener les affaires de la communauté. Ils avaient des pouvoirs véritables et fonctionnaient dans une ambiance authentiquement démocratique. Ils agissaient librement, mais ne se tenaient pas au-dessus des critiques et des conseils, du moment que ceux-ci étaient donnés dans le cadre du système adopté.

Le T.Y.L. Mouvement des gardes verts

L'atmosphère qui régnait dans l'école était analogue à celle d'une école de Service national ou d'un camp de jeunesse : défilés, exercices physiques, longues marches, pas de course matinal et tout ce que peut comporter un programme T.Y.L. D'ailleurs, l'objectif était le même.

L'école et la communauté du village

L'école faisant partie de la communauté, élèves et enseignants en étaient membres. Pour les enseignants, d'aller faire leurs classes était une façon comme une autre de travailler pour le village, et ils étaient considérés à l'égal de ceux qui creusaient des tranchées ou fabriquaient des briques. Quant aux enfants, ils étaient regardés comme des membres de la communauté dont la tâche était d'apprendre et de se préparer à la bien servir.

Les bâtiments de l'école et son matériel étaient utilisés par le village dès qu'il en avait besoin. Livres, tables, seaux, coupe-coupes, houes, poules, vaches, tout était propriété du village. Si le ministère de l'Éducation dotait l'école d'un matériel quelconque, il pouvait être utilisé par la communauté – de sorte que s'il était détérioré, l'enseignant concerné n'était

pas le seul à se plaindre, mais tout le village se mettait à crier et à réclamer des explications.

Les élèves travaillaient sur les terres communales et participaient aux activités économiques et culturelles du village. Cela faisait partie de leur programme scolaire et ils coopéraient ainsi largement au développement du village. Il ne s'agissait pas de récréation ou de simple changement d'activité : ils étaient vraiment chargés d'une responsabilité. Ainsi l'école n'attendait-elle pas d'être appelée au secours : elle était là, prête à remplir son rôle.

Les enseignants habitaient des maisons semblables à celles des autres villageois. Ceci n'était pas accidentel, et ils ne s'en plaignaient pas plus que les villageois. Leurs logements étant fournis par la communauté, ils devaient accepter ce qui leur était offert – de logements de fonction, il n'était pas question. Nous espérions bien que lorsque le Ministère bâtirait des maisons pour le personnel enseignant, il ne s'emparerait pas d'une terre communale en la baptisant « logement de fonction » !

Bref, l'école était l'un des nombreux organismes du village, au même titre que le conseiller agricole, la basse-cour ou l'étable communales, et faisait partie du plan d'ensemble conçu par les villageois. Aussi les succès et échecs de l'école n'étaient-ils pas attribués aux enseignants, au ministre, au Parti ou au gouvernement, mais aux villageois eux-mêmes. Si l'école échouait dans l'une de ses tâches, le discrédit ou le déficit qui en découlait était imputé à la communauté et c'était elle qui devait rectifier la faute. Un succès, au contraire, faisait la fierté de tout le village.

Mais parce que l'école constituait un service et parce que sa tâche était de préparer les jeunes à leur vie au village, celui-ci s'intéressait aux plans d'organisation et de développement. L'école constituait comme une petite communauté dans une grande et se trouvait sous l'autorité du chef du village.

Prestations du village

Outre un soutien moral, la communauté rendait à l'école d'autres services sous une forme matérielle. Elle fournissait les bâtiments et l'équipement scolaire et agricole. Elle lui procurait aussi des enseignants, ceux qui n'étaient pas diplômés et nommés par le ministère. C'était des parents d'élèves ; en effet, l'enseignement n'était plus considéré comme le travail exclusif de personnes diplômées. Pouvoir enseigner signifiait être compétent en une matière et connaître un métier impliquait qu'on le fasse connaître à d'autres. L'enseignement avait lieu en classe, à l'atelier ou dans un garage avec une clef anglaise à la main, pour montrer aux enfants comment ôter les écrous des boulons rouillés d'un tracteur. Peu importait la personne qui enseignait, du moment qu'elle connaissait son sujet.

L'horaire

L'horaire fut adapté au nouveau programme et élargi de façon à inclure les matières nouvelles. Au

programme habituel furent ajoutés : l'éducation politique, les travaux pratiques (menuiserie, mécanique, etc.) et l'agriculture, sans compter les réunions, discussions, défilés, marches et exercices physiques. Toutefois, l'horaire n'était pas rigide, il changeait selon les saisons et les diverses activités du village, les leçons étant liées à ces activités et en général données sur place au moment où elles avaient lieu. L'enseignement théorique était très succinct.

On le voit l'horaire était chargé, mais les villages durent l'accepter pour que les enfants ne soient pas au-dessous du niveau primaire national. Certaines matières étaient manifestement sans la moindre utilité, mais les membres du village n'oubliaient pas qu'ils faisaient partie de la nation.

les deux années de formation technique

L'instruction post-primaire devait donner aux enfants les connaissances techniques requises pour le développement du village, qui feraient d'eux des membres utiles à la communauté. De plus, elle devait les préparer à mieux vivre chez eux.

Tous les enfants ayant achevé leur scolarité (niveau VII) devaient suivre cette formation. Ainsi, ils ne rentreraient pas chez eux en ne sachant que lire et écrire, mais comme des gens bien équipés, avec des connaissances techniques pouvant rendre service à la communauté.

Peut-être admettra-t-on avec nous qu'à la sortie du cycle primaire habituel, un élève ne fait qu'augmenter le nombre de ceux qui savent mal lire et écrire. Franchement, notre pays, pour son développement, a besoin de gens plus qualifiés. Et en plus de techniciens, il a besoin de gens qui soient capables de bâtir une communauté heureuse.

Un élève du niveau VII n'est pas encore capable d'agir de façon autonome. Si pendant ses sept années de scolarité, il a pu apprendre une fois pour toutes à lire et écrire correctement, on ne peut dire qu'il connaisse et apprécie les vrais bienfaits de l'éducation, sauf qu'elle peut lui permettre d'entrer en classe secondaire ou d'avoir un emploi salarié. Aussi, quand il rentre chez lui, n'éprouve-t-il pas le besoin de continuer à s'instruire en lisant personnellement. Il se voit comme un laissé-pour-compte, se sent rejeté par la société et souvent cela le remplit de colère. Mais il n'y peut rien et finit par renoncer à tout.

Mais même s'il avait l'énergie de continuer à s'instruire, comment en trouverait-il le moyen ? Son pays est pauvre et ne peut pourvoir à l'éducation de chacun sur toute l'étendue du territoire. Son père est pauvre lui aussi et complètement résigné à sa misère et à ses superstitions...

Si notre élève ayant achevé son cycle primaire a la chance de trouver un emploi payé, son salaire sera tout juste suffisant pour le faire vivre.

D'autres moins heureux errent dans les rues à la recherche d'un emploi. Mais la ville en a assez de « ces individus à moitié instruits et en colère », comme les appelait un haut fonctionnaire, elle les rejette. Ils seront arrêtés dans un « operation Kupe » (5) et ramenés par la police à leurs villages, ou bien finiront devant une cour de justice après avoir tenté d'arracher à une dame son sac à main.

Quant à celui qui reste à la maison, cultive la terre qu'a cultivée son père et mène paître la vache de 20 ans de son grand-père (qui lui donne un litre de lait par semaine), qui dort sur un vieux lit de bambous, se marie et, en quelques années, a une ribambelle d'enfants – celui-là ne met pas longtemps à oublier ce que font deux et deux, il peine pour écrire son propre nom, et lit les lettres que reçoivent ses parents avec difficulté. Et voilà l'aboutissement de sept ans de classes ! Quel avantage en fin de compte, a-t-il sur son père qui n'a jamais été à l'école ? Pourquoi donc envoyer tel ou tel à l'école si c'est pour finir ainsi ? Le père se lamente et se pose bien des questions. Même si (la pédagogie ayant fait quelques progrès) son fils retient ce qu'il a appris en fait de lecture et d'écriture, à quoi cela peut-il servir s'il ne sait rien faire d'autre ? S'il vient rejoindre ses parents dans un village ujamaa, cela servira-t-il à quoi que ce soit qu'il sache lire et écrire ? Nous ne savons pas encore s'il sera facile ou difficile d'étendre le système que nous avons mis en place. A vrai dire, il s'est passé peu de choses en matière d'éducation pour le développement des zones rurales. La règle est encore : école secondaire, emploi, argent.

Notre programme a été conçu moins pour répondre aux problèmes du jeune à la sortie de l'école, qu'aux problèmes immédiats des communautés rurales. Ce n'est pas par une formation technique que peuvent être résolus les problèmes des jeunes, mais par un changement d'ordre social. A moins que ces laissés-pour-compte ne se sentent eux-mêmes concernés dans l'élaboration de ce changement, une formation technique plus poussée ne leur servira à rien. Actuellement, il existe une demande générale en matière de formation technique dans les écoles primaires. Si cette demande n'est pas le signe d'une réflexion pédagogique positive, on va au-devant d'un nouvel échec. Nos gars seront bien équipés professionnellement, mais refuseront de retourner à leurs villages. Nous aurons une quantité de chômeurs qui se promèneront dans les villes, un diplôme dans une main et un outil dans l'autre, frappant à la porte de tous les garages et ateliers à la recherche d'un emploi.

Peut-être me suis-je trop écarté de mon sujet, mais j'ai voulu souligner le fait que notre système d'éducation ne répond pas bien aux besoins du monde rural en développement. Les villageois avaient compris qu'il y avait là un barrage au développement de

(5) Opération Kupe : ramassage d'indigents.

leur communauté. Ils ne pouvaient compter sur le peu de connaissances qu'ils avaient eux-mêmes et le peu qu'avaient acquis leurs enfants en sept années de scolarité était également insuffisant, les études n'apportant que des connaissances souvent inférieures à celles que les villages possédaient déjà.

Comment fut établi le plan

Il fut conçu par les villageois eux-mêmes et chacun prit part aux décisions. Tout commença à l'occasion d'une assemblée générale de l'Association des Villages. Une motion fut proposée par le village de Mateureka et appuyée par ceux de Nalunya et de Liweta, au sujet du besoin ressenti d'une formation technique pour tous les enfants sortant du primaire traditionnel.

L'assemblée sentit qu'il s'agissait d'une question importante qui demandait à être approfondie. On décida d'en discuter à une réunion ultérieure. Entre-temps, chaque délégué devait soumettre le problème à son village afin que les décisions soient le fait de tous les membres des communautés. Le Comité exécutif fut chargé d'examiner la possibilité de faire démarrer la chose l'année suivante.

L'idée fut acceptée par tous les villages et au cours d'une autre réunion, on décida de commencer immédiatement à préparer le projet.

Des membres du Comité exécutif allèrent à Songea et à Dar-Es-Salaam pour obtenir le soutien nécessaire du Parti et du Gouvernement. L'idée fut bien accueillie par la direction du Parti et par les ministères de l'Éducation et du Développement rural. Les villages demandèrent à ces deux ministères de leur envoyer des enseignants et de leur donner des directives. Les discussions préliminaires promettaient une réponse positive, en particulier de la part du Ministère de l'Éducation.

Pendant que se déroulaient ces discussions avec l'Administration, le Comité exécutif travaillait à pied d'œuvre. Tout d'abord il obtint des plans et des devis de construction et de matériel pédagogique. Puis il demanda aux villages de lui faire des propositions selon leurs besoins respectifs au sujet de la formation technique de leurs enfants. Après de longues discussions entre les enseignants, les élèves, et le comité et après que les enfants eussent exprimé leur choix, les propositions furent exposées à une autre assemblée générale de l'association. Quelques modifications y furent apportées et elles furent renvoyées aux enfants et enseignants pour un nouvel examen.

Finalement les enfants et les parents acceptèrent le plan général des études qui consistait en la formation d'éleveurs de bestiaux, de cultivateurs, maraichers, maçons, charpentiers, laboureurs, puéricultrices et tisserands.

Notons que cette formation devait s'adresser aussi bien aux adultes qu'aux enfants. Mais ceci était un objectif à long terme : il eut été imprudent de retirer les adultes d'un travail productif tant que l'avenir des études prévues serait incertain.

Tout cela peut sembler insignifiant, mais c'était des choses utiles que les enfants allaient apprendre et de plus, elles répondaient aux besoins précis des villages. L'école elle-même serait modeste et non pas un grand institut spectaculaire.

On décida de ne pas distribuer de diplômes à la fin des cours post-scolaires. Comme les élèves seraient formés pour rester et travailler aux villages, un diplôme n'aurait eu aucune raison d'être. Les services rendus seraient plus importants que les diplômes. D'ailleurs, les diplômes engendrent l'arrogance et le désir de se sentir supérieur au voisin.

Réalisation du projet

Le programme comportait de longues périodes de travaux aux champs et au village, et peu de classes proprement dites. Nous ne voulions pas produire des théoriciens, simplement, les élèves, travaillant au village, seraient attentivement suivis par les enseignants. Le village ferait partie de l'école et les villageois du corps enseignant. Pendant les premières années, les villageois décideraient sur le terrain ce qui était le plus important à enseigner et chacun en comprendrait clairement la raison. Cette façon d'envisager l'éducation a de nombreux avantages. Cela aide les élèves à faire un lien entre leurs leçons et les situations réelles et à bien appliquer leurs connaissances aux problèmes sociaux inhérents à ces villages.

les difficultés avec l'administration

La bureaucratie – cette émanation de la hiérarchie administrative, qui est aussi sa meilleure arme – agit d'une façon si systématiquement féroce qu'à certains moments les villageois, au lieu de dépenser leur énergie utilement, étaient obligés de la concentrer sur leur propre défense. Ceci vaut la peine d'être expliqué. Au début les villages avaient compté sur l'aide de tous les bureaux administratifs, ainsi que sur celle de l'église. En effet, quoiqu'ils aient cherché à être aussi autonomes que possible, ils ne visaient pas à l'indépendance par rapport à la communauté nationale.

L'église catholique, à Paramiho, fut la première à frapper. La plupart des pionniers des villages étaient catholiques et par conséquent, la première chose qu'ils firent fut de demander un prêtre et une église. Ils s'adressèrent à l'évêque qui, sans raison valable, leur opposa un refus cinglant.

Ceci est peut-être compréhensible : à l'époque beaucoup de rumeurs couraient sur les villageois ujamaa. On disait que c'était une bande de fous qui en avaient assez de la vie civilisée et que c'était pour cela

qu'ils s'installaient dans la brousse loin de tout. Par ailleurs, l'attitude des gens d'église peut avoir sa source dans le fait que beaucoup de ces pionniers étaient des ex-séminaristes contestataires. Cependant, la raison principale de cette attitude négative a sans doute été qu'on soupçonnait ces villages d'être communistes et qu'on leur appliquait tous les slogans ignominieux que nous assène l'Occident à propos des communistes. Pour l'église capitaliste occidentale, d'avoir des rapports avec les communistes était impensable puisque c'était la chose entre toutes qu'elle combattait.

Quant à l'administration, tout alla bien pour commencer et tout le monde ne demandait qu'à nous aider. Mais avec le temps, les choses changèrent. On adopta la politique de « ménager la chèvre et le chou » dans une atmosphère d'indifférence générale qui se propagea comme la fièvre jaune et se mit à gripper tous les rouages. Les chinoiseries administratives se multiplièrent. A un certain stade, il devint impossible d'obtenir quoi que ce soit à Songea, de sorte que pour le moindre problème, il fallait aller jusqu'à Dar Es-Salaam.

Puis l'administration tenta d'intimider les villages en leur intimant des ordres. Quand ils refusaient de s'y conformer, ils étaient accusés de refuser les conseils techniques et de faire preuve d'obstination.

Il y avait aussi le problème du programme d'études et de l'horaire que les bureaucrates ne comprenaient et n'admettaient pas, parce qu'il n'était pas conçu dans l'esprit des manuels. Mais les villageois n'allaient pas se soumettre à des manuels, et c'est ainsi que s'instaura un état de conflit. Même quand le pays s'engagea dans une nouvelle politique nationale de l'éducation, l'administration mit longtemps à reconnaître que les désirs des villageois étaient dans cette ligne. Ceci ne doit pas être regardé comme une critique à l'adresse des personnes : elles ne faisaient que défendre loyalement le système existant. La critique s'adresse justement au système, qui s'opposait aux idées nouvelles.

Cependant, la première difficulté fut d'obtenir la prise en charge de l'école par l'État. Quand les villageois voulurent avoir leur école, ils demandèrent au ministère de l'ouvrir pour eux. On leur répondit qu'il y avait suffisamment d'écoles dans la région (pourtant la plus proche était à 8 km). Quand ils insistèrent, on leur dit qu'ils pouvaient ouvrir une école s'ils le désiraient, mais devaient pourvoir eux-mêmes aux dépenses jusqu'à ce qu'elle se soit qualifiée pour devenir école d'État. L'école fut ouverte et les villages en supportèrent la charge financière. Au bout d'un certain temps, ils renouvelèrent leur demande. Finalement, en 1966, l'école fut prise en charge en tant qu'école primaire élémentaire allant jusqu'au niveau IV.

Au cours de cette même année, les villages demandèrent que les classes soient étendues au cycle primaire complet. De nouveau, pour des raisons purement administratives, cela fut refusé. Il fallut donc que les villages se chargent eux-mêmes de l'extension de l'école. Naturellement, en fin de compte, le ministère la prit entièrement en charge, mais cette

longue procédure avait lourdement pesé sur le budget des villages. Beaucoup d'argent et d'énergie avait été dépensé pour rien, qui aurait pu être investi dans un travail productif.

leçons à retenir de ces difficultés

Il y a beaucoup de choses à retenir de tout cela, des choses parfois tristes, ennuyeuses, pénibles et parfois passionnantes. Néanmoins, ce furent des expériences très utiles qui ont contribué à l'éducation et à l'apprentissage des villageois. Nous nous sommes parfois demandés ce qui serait arrivé si tous ces incidents n'étaient pas survenus. Certainement, les villageois auraient été tenus « hors du coup » !

Plus précisément, nous avons appris que :

- la réalisation d'un plan dépend de son adaptation aux besoins et que :
- une planification adaptée est nécessaire au développement ;
- un besoin clairement ressenti est une base de développement ;
- une hiérarchie administrative isolée est un obstacle au développement ;
- la planification n'est pas aisée et il est souvent déraisonnable de faire porter la responsabilité au parti ou au gouvernement quand certains de ses projets ont échoué ;
- il est possible de faire comprendre aux enfants que la terre sera, pour eux, dans la vie, un facteur de succès ;
- les barrières qui existent actuellement entre l'école et la communauté ne sont pas inhérentes à leur nature mais imposées et à moins que l'on ne fasse des efforts pour les briser, une grande part de l'enseignement perd tout son sens ;
- il est possible pour jeunes et vieux d'apprendre ensemble sans créer de disparités dans les groupes. Il n'y a qu'à faire à l'avance une réorganisation et une planification rigoureuse.

conclusion

En conclusion, je dirai qu'il n'est pas nécessaire ici d'insister sur le dévouement, car je ne vois personne aujourd'hui qui ne soit pas dévoué au bien de notre société. Ce qu'il est nécessaire de comprendre clairement et d'accepter comme un fait, c'est qu'il y a une nette insuffisance de planification de l'éducation pour le développement de nos zones rurales. Les planificateurs doivent prendre des mesures radicales afin de proposer les solutions que l'on attend dans tout le système éducatif. Sinon, le développement de ces zones rurales en sera retardé.

S.R. TOROKA,
Tanzanie.